



LES SACRIFICES POUR LE MONDE DU TRAVAIL, ÇA SUFFIT !

La multiplication des mobilisations sous diverses formes le confirme : personne ne peut faire l'impasse sur le mécontentement et la fatigue de la population.

Les pistes de budget présentées le 15 juillet par le Premier Ministre ont été immédiatement et unanimement condamnées par toutes les organisations syndicales.

En effet, les différentes mesures budgétaires avancées sont d'une brutalité sans précédent.

Le Gouvernement a choisi encore une fois de faire payer les travailleuses et les travailleurs, les précaires, les retraités, les malades mais épargne, voire favorise, les rentiers, les actionnaires et autres possédants.

DES MESURES SOCIALEMENT INJUSTES ET ECONOMIQUEMENT INEFFICACES DES CHOIX BUDGETAIRES QUE NOUS CONTESTONS

Doublement des franchises médicales, Attaque sur notre Sécurité sociale
Suppression de 2 jours fériés – Gel des prestations sociales et des salaires des fonctionnaires et contractuels.

Gel des pensions pour les retraités - Baisse drastique des droits au chômage Remise en cause des droits des salariés et de la 5^{ème} semaine de congés payés - Coupe dans les services publics déjà fortement affectés

Sans compter le maintien de la retraite à 64 ans

Autant de mesures aussi brutales que profondément injustes. Ce qui creuse la dette, ce sont surtout **les baisses d'impôts pour les plus riches, l'évasion fiscale, la fraude fiscale** et les **211 Mds d'aides publiques captées par les plus grandes entreprises.**

Ensemble, nous alertons solennellement sur ce contexte et la situation de notre pays. Depuis le passage en force du Président de la République sur la réforme des retraites notre pays s'enfonce dans une profonde crise sociale et démocratique.

Les inégalités et le nombre de personnes basculant en dessous du seuil de pauvreté explosent, les conséquences du changement climatique se multiplient et ont des impacts directs sur les travailleurs et travailleuses, les fermetures d'entreprises et suppressions d'emplois se multiplient, les services publics sont en crise, les salaires ne permettent pas de vivre dignement de son travail, les travailleurs et travailleuses essentielles attendent toujours reconnaissance et dignité au travail...

Plus que jamais, le partage de la valeur et des richesses, la revalorisation des salaires et l'égalité entre les femmes et les hommes sont indispensables.

Pour nos organisations, le remaniement en cours est l'occasion de construire un tout autre budget porteur d'espoir, de justice sociale et de justice fiscale.

Nos organisations syndicales refusent que ce soient encore et toujours les travailleuses et les travailleurs, les demandeurs d'emploi, les jeunes et les retraités qui payent la facture, à la fois financièrement mais aussi par une flexibilité et précarité accrue.

**TOUS EN GREVE ET DANS LES
MANIFESTATIONS**

Jeudi 18 SEPTEMBRE 2025

LES SACRIFICES ÇA SUFFIT !

5 milliards d'euros en moins pour notre Sécurité sociale

- **doublement des franchises médicales** (50 à 100€), fragilisant davantage l'accès aux soins pour les plus précaires ;
- **remise en cause des ALD**,
- **limitation du premier arrêt maladie à 15 jours**,
- **passage de 3 jours de carences à 7 jours.**

Suppression de 2 jours fériés

Travailler deux jours de plus sans gagner plus (lundi de Pâques et 8 mai), c'est du **travail gratuit** et une **baisse du salaire horaire**.

C'est aussi oublier que de très nombreuses personnes travaillent déjà les jours fériés, dans le tourisme, les soins, etc. Elles seraient **doublement perdantes** avec la suppression, quand elle existe, de la majoration de leur rémunération.

Gel des prestations sociales

« L'année blanche » va se traduire par la baisse (en € constant¹) **des allocations familiales, des aides au logement, de l'allocation adulte handicapé, des bourses d'études, du RSA** ;

Autre effet : en bloquant les seuils, les personnes qui en sont proches et dont les revenus augmenteront faiblement seront **exclus totalement des aides**.

La baisse¹ des pensions pour les retraités

Les pensions des retraités seraient gelées à leur niveau de 2025. Avec une inflation prévue au minimum de 1,4 %, cela signifie une baisse de niveau de vie de plusieurs centaines d'euros par an.

Pas de commentaires : les retraités savent bien ce que cela veut dire, surtout les plus fragiles.

Baisse drastique des droits au chômage

Le gouvernement a mené depuis 2021 trois grandes réformes de l'assurance chômage qui ont conduit à **25 milliards d'euros d'économies réalisées sur le seul dos des demandeurs d'emploi**, particulièrement les plus précaires qui ont vu leur allocation baisser en moyenne de 17 % (2021-2027, source Unédic). Et pourtant, le gouvernement veut encore imposer une nouvelle baisse drastique des allocations chômage, de **plus de deux milliards par an**.

Le risque d'accentuer la pauvreté est important alors que le nombre de personnes arrivant en fin des droits à l'assurance chômage a augmenté de plus de 70 % en 2 ans (79.000 en décembre 2024, Unédic).

Remise en cause des droits des salariés

Le gouvernement veut flexibiliser le code du travail :

- permettre la **monétisation de la 5ème semaine de congés payés** (travailler davantage en renonçant à ses jours de repos, moyennant une majoration de leur rémunération),

- **faciliter le recours aux contrats précaires** (CDD, interim...),

- **diviser par deux les délais de recours devant les prud'hommes en cas de licenciement abusif**, ce qui réduira le temps accordé aux salariés pour se défendre...

Le gouvernement annonce aussi vouloir **"simplifier" drastiquement les démarches des entreprises** - ce qui se traduit en général par un recul des droits sociaux et environnementaux - avec des mesures qui pourraient être prises par ordonnance dès l'automne, donc sans être adoptées par le Parlement !

Coupe dans les services publics et non remplacement d'un fonctionnaire sur 3

Comment imaginer moins de personnels pompiers, infirmiers, enseignants, alors que nos services publics sont déjà en grandes difficultés. Actuellement, un certain nombre d'élèves n'ont pas d'enseignants en face d'eux en l'absence de remplaçants. Nos hôpitaux sont en urgence totale, comme nos EHPAD et des milliers d'enfants sont en danger à défaut de prise en charge sociale satisfaisante ; les places en crèche sont très insuffisantes et baissent encore, les commissariats et les tribunaux sont débordés et on supprimerait des postes de fonctionnaires ?

C'est les citoyens qui en font les frais en perdant l'accès aux services publics.

D'autres choix budgétaires sont possibles !

- Conditionner les aides publiques aux entreprises. Ces aides doivent être liées à des objectifs sociaux, environnementaux et d'emploi. **Plus de 210 milliards d'€ par an**
- Mettre en place une taxation sur les hauts patrimoines et les dividendes. **Plus de 20 milliards d'€ par an.**
- Mettre en place les moyens de lutter efficacement contre l'évasion et la fraude fiscales des entreprises. **De l'ordre de 80 à 120 Milliards d'€ par an.**

Exigeons tous ensemble des mesures permettant de financer un budget plus juste, porteur d'espoir et garantissant la pérennité de notre modèle social.

STOP AU BUDGET BAYROU - SIGNEZ LA PETITION

en scannant le code QR ou en cliquant sur le lien : [Pétition unitaire contre le projet de budget de l'État 2026](https://stopbudgetbayrou.fr) (<https://stopbudgetbayrou.fr>)



¹ En euros constants : c'est-à-dire montant corrigé de l'inflation depuis une date de référence pour pouvoir comparer dans le temps. Avec une inflation prévue au minimum de 1,4 %, cela signifie une baisse de niveau de vie de plusieurs centaines d'euros/an.